



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Hôpital public

Question au Gouvernement n° 4689

Texte de la question

HÔPITAL PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Sébastien Jumel.

M. Sébastien Jumel. Monsieur le Premier ministre, écoutez-moi bien : si l'on met de côté l'arrogance de la posture et les arrière-pensées politiciennes, si l'on met de côté la trop bruyante solitude dans laquelle l'exécutif gère la crise sanitaire depuis le début en fracturant chaque jour un peu plus la société française,...

Un député du groupe LR . C'est vrai !

M. Sébastien Jumel. ...quelle est, objectivement, notre situation ?

Malgré les efforts colossaux de nos concitoyens pour se faire vacciner – nous avons œuvré pour cela –, la cinquième vague déferle sur un hôpital exsangue. Le personnel est à bout. On ouvre paradoxalement moins de lits en réanimation qu'aux premiers mois de la crise. Votre incapacité à renoncer au dogme de la fermeture des lits et à endiguer les déserts médicaux qui avancent plonge les urgences dans l'impossibilité de soigner la misère du monde.

Nous avons les machines ; nous avons même quelquefois de beaux bâtiments, mais nous n'avons pas les aides-soignantes, les infirmières, les soignants qui vont avec. Le Ségur de la santé est perçu pour ce qu'il est : un sparadrap pour une médecine de guerre.

Alors je vous en prie, pour une fois, pas de baratin, pas de posture, pas d'autosatisfaction. Dites simplement : « Nous avons compris que l'hôpital ne peut se gérer comme une entreprise. » Dites enfin, comme un électrochoc pour soutenir le cœur de l'hôpital, que vous allez déclencher un plan Marshall de recrutement, de valorisation et de formation, car l'hôpital est le bien commun qu'il nous faut sauver à tout prix.

Monsieur le Premier ministre, connaissez-vous le nouvel hymne de nos campagnes et de nos villes populaires ? « Nous sommes les oubliés. » Ce refrain était dans toutes les têtes des soignants ce matin à Dieppe, comme partout. Il résonnait comme une ultime alarme au petit matin sous le préau de cette belle école de Calengeville où des parents attachés à la ruralité vivante venaient d'apprendre une fermeture de classe.

Allez-vous, oui ou non, réaffirmer votre capacité à réarmer l'hôpital public ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe SOC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'autonomie.

Mme Brigitte Bourguignon, *ministre déléguée chargée de l'autonomie*. Monsieur Jumel, sur tous les bancs de cet hémicycle, sans posture politicienne, comme vous le dites, notre seule et unique volonté est de surmonter cette crise. J'espère que nous sommes d'accord sur ce point.

Nous y parvenons grâce aux efforts de chacun, comme vous l'avez rappelé, grâce au respect des gestes barrières et à la vaccination. Nous nous mobilisons collectivement pour celles et ceux qui vouent leur carrière à la santé.

M. Jean-Paul Lecoq. Vous lisez la même fiche en réponse à toutes les questions !

Mme Brigitte Bourguignon, *ministre déléguée*. Depuis le début de cette crise sanitaire, le Gouvernement est pleinement mobilisé pour permettre au système de santé de tenir – et il tient.

M. Sébastien Jumel. Il faut un plan Marshall !

Mme Brigitte Bourguignon, *ministre déléguée*. Assurer la protection de nos concitoyens est notre seule boussole. Dans ce contexte, nous veillons à assurer l'équilibre grâce à une meilleure connaissance du virus au fil du temps, pour faire en sorte que la vie, l'activité, le lien social soient aussi proches que possible de la normale.

Il ne vous a pas échappé que nous faisons face à une recrudescence de l'épidémie. Chacun en prend la mesure. Le taux d'incidence s'élève à plus de 2 500 pour 100 000 personnes. Près de 20 % des tests effectués hier sont positifs. Nous atteignons un rythme de tests qui met tout le système de santé à rude épreuve, mais ce système, j'y insiste, tient bon.

Cela tient d'abord aux soignants qui font parler toute l'humanité de leur cœur et qui s'engagent. Nous leur témoignons toute notre confiance et la reconnaissance de la nation. Nous les revalorisons grâce au Ségur...

M. Sébastien Jumel. Un sparadrap !

Mme Brigitte Bourguignon, *ministre déléguée*. C'est un pansement doré : près de 2 millions de soignants ont bénéficié d'un investissement de 10 milliards d'euros. Dans votre circonscription, 91 lits et 347 soignants et membres du personnel médico-social en ont bénéficié ; vous devriez en être fier. Quelque 20 milliards supplémentaires sont mobilisés pour les infrastructures de santé et les infrastructures médico-sociales. Plus de 120 millions d'euros sont investis dans les hôpitaux de Seine-Maritime.

Cela tient ensuite à la vaccination et au rappel, ce sur quoi, je pense, nous sommes tous d'accord dans cet hémicycle. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Jumel](#)

Circonscription : Seine-Maritime (6^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4689

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Autonomie

Ministère attributaire : Autonomie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 janvier 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 janvier 2022](#)